

LARGOTEC'INFOS

Laboratoire de recherche sur la gouvernance publique, territoire et communication

Novembre 2006, n°0

ÉDITORIAL

C'est avec un plaisir non feint que je réponds à la demande des responsables du Largotec de rédiger le premier éditorial de cette lettre d'information particulièrement bienvenue.

J'y trouve en effet l'occasion de concrétiser une maxime que j'ai toujours considérée comme essentielle : faire et faire savoir.

Il faut, d'évidence, d'abord faire et, de ce point de vue, l'activité de cette jeune équipe est impressionnante par ce qu'elle a déjà fait et plus encore par ce qu'elle envisage de faire. La lecture du contenu de cette lettre permettra de le voir et de le faire savoir.

Qu'il me soit simplement permis de redire ici combien le choix de la problématique de la gouvernance me paraît judicieux. Pour deux raisons au moins.

D'abord parce qu'il correspond à ce que, compte tenu de notre passé et de notre présent, nous étions, dans cette faculté, les mieux à même de savoir faire : une recherche pluridisciplinaire, à la fois fondamentale et appliquée associant chercheurs universitaires et chercheurs professionnels.

Ensuite, parce que, comme tous les membres de cette équipe, je suis convaincue que la question de la gouvernance est bien l'une de celles qui commandent notre avenir. Il n'est qu'à se rapporter à nos actuels débats électoraux pour s'en convaincre mais, plus profondément, c'est la question éthique primordiale telle que la formulait Ricœur : Que faire pour que les hommes vivent bien ensemble dans des institutions justes ? »

Recteur Josiane Attuel,
Doyen de la faculté d'administration et échanges internationaux

LE LARGOTEC, C'EST QUOI ?

RENCONTRE AVEC YVES PALAU, DIRECTEUR DU LARGOTEC

D. Glaymann : Pourquoi avoir fondé un laboratoire de recherche sur la gouvernance ?

Y. Palau : La création début 2004 du laboratoire de recherche sur la gouvernance publique et sa labellisation l'année suivante par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche répondent tout à la fois à des considérations locales et plus générales.

D'abord, la création de ce laboratoire incarne une volonté de la faculté d'administration et échanges internationaux et de l'IPAG de se doter d'une véritable structure de recherche reconnue en science des organisations publiques. À ce titre, les recherches sur la notion de gouvernance sont centrales car elles questionnent les organisations sur leurs modes de prises de décision, leur légitimité, interrogent les sociétés sur leurs modes de régulations et sur leurs capacités à se gouverner.

Ensuite, l'université ne disposait pas de laboratoire de recherche sur le politique, à l'exception de l'équipe du CECCOPOP qui mène des recherches sur la communication politique et publique et qui nous a rejoints dans le projet de création d'un laboratoire sur la gouvernance publique, constituant ainsi un des axes du LARGOTEC.

Plus globalement, le projet d'étudier le politique à partir d'une équipe pluridisciplinaire me semble un pari scientifique stimulant, permettant de renouveler les approches et donc d'offrir une valeur ajoutée heuristique supérieure aux accumulations cognitives routinières. Précisons que notre laboratoire se fédère autour d'un objet, « le politique », mais refuse de s'enfermer dans la monodisciplinarité. La pluridisciplinarité (dont témoigne la présence de juristes, de sociologues, de gestionnaires, d'historiens et des chercheurs d'autres disciplines) favorise les changements de paradigme qui permettent toujours d'enrichir les connaissances !

Justement, la notion de gouvernance n'est elle pas d'abord un terme à la mode ?

Oui mais pas seulement. Incontestablement la notion de gouvernance est à la mode et la généralisation de son usage est inversement proportionnelle à la précision de sa définition. Mais l'intérêt de travailler sur cette notion vient en partie de là. D'abord les modes scientifiques révèlent souvent la difficulté d'interpréter des phénomènes inédits. Cela est d'autant plus vrai lorsque les acteurs participent aussi de cette mode et s'érigent en quelque sorte en coproducteur de la notion. En l'occurrence, la mode de la notion de gouvernance révèle un embarras pour nommer, qualifier, évaluer des transformations dans la manière de gouverner et dans les modes de régulation. L'usage du terme de gouvernance est fort commode en proportion exacte de l'imprécision qui l'entoure. Son usage est bien sûr aussi idéologique et la notion de gouvernance doit être analysée en termes de théories politiques. Il appartient précisément à un laboratoire sur la gouvernance de dévoiler ses ambiguïtés et les usages stratégiques dont elle est l'objet. Mais cette notion ne peut être réduite à une mode car elle permet de renouveler substantiellement l'étude du politique et du social, en partant d'une approche moins institutionnelle et plus sensible aux mutations, aux transformations dans les modes de régulation. L'un des écueils que nous devons éviter est de prendre à notre compte, sans distance, les discours sur la prétendue nouveauté radicale de la notion de gouvernance.

Pour notre laboratoire, la notion de gouvernance sert donc tout à la fois de paradigme et de champ. De paradigme, car elle permet d'insister sur les interactions, les coordinations et les instruments dessinant des dispositifs de gouvernementalité, de champ, car elle élargit considérablement le politique au-delà de ses domaines naturels tels que l'État, les collectivités publiques, les partis, etc. Enfin, la gouvernance nous renvoie à une question plus philosophique qui conduit à s'interroger sur la gouvernabilité des sociétés contemporaines de plus en plus éclatées : elle peut alors être vue comme désignant les tentatives de donner une cohérence à des conduites et des valeurs de plus en plus hétérogènes les unes aux autres.

Peut-on aborder maintenant les activités du Laboratoire ?

D'abord, deux séries de séminaires, Le premier, bimestriel et transversal, autour de la normativité nous permet d'aborder un aspect majeur de la gouvernance aujourd'hui à travers l'un de ses instruments, le second, mensuel sur la communication politique et publique. Ces deux séminaires réunissent des enseignants-chercheurs, des jeunes docteurs et des doctorants. Ensuite des programmes de recherche thématiques consacrés aux gouvernances de l'assurance maladie, de l'éducation, des relations de travail et d'emploi, à la gouvernance européenne et aux normes éthiques de l'action politique et administrative, à l'éthique parlementaire, à la gouvernance territoriale à travers la co-administration des territoires et la coopération décentralisée, à la communication publique et politique.

Chaque programme thématique initie, au moins une fois par an, une journée de recherche autour d'enseignants chercheurs et de professionnels extérieurs.

Qui y participe ?

Un tel projet nécessite une équipe multidisciplinaire. Le laboratoire est donc composé de juristes (privatistes, publicistes et historiens), de sociologues, de spécialistes de science de communication, de littérature, de politologues, de gestionnaires. Mais au-delà de cette dimension transdisciplinaire, l'originalité de notre laboratoire est qu'il mêle étroitement et en permanence enseignants-chercheurs et chercheurs associés exerçant dans l'administration, les cabinets, les sociétés de conseil, permettant d'ancrer la recherche fondamentale et de lui donner des débouchés extérieurs permettant de la valoriser.

Notre laboratoire a par ailleurs noué des contacts étroits avec plusieurs écoles de formation de fonctionnaires et d'agents du service public.

Quels sont les projets spécifiques pour 2007 ?

En plus du travail qui s'effectue au sein de chaque programme de recherche, les réalisations plus ouvertes sur l'extérieur seront nombreuses en 2007 : parmi celles-ci, une journée de recherche sur le rôle des stages dans l'accès au monde du travail prévue le vendredi 2 février 2007, une autre sur la gouvernance de l'assurance maladie, un séminaire sur la communication politique qui débouchera en juin sur la journée d'étude annuelle du CECCOPOP consacrée à un premier bilan de la communication politique lors de la présidentielle.

Nous organiserons également fin 2007 un colloque sur les mutations de la normativité au regard de la notion de gouvernance dont l'appel à communication sera prochainement diffusé. Enfin, en association avec une ONG, le forum de Delphes, nous organisons depuis novembre un séminaire qui se tiendra tout au long de l'année 2007 sur « Le(s) libéralisme(s) en question(s). Les mots et leurs sens ».

Autant dire que nous ne manquons ni de projets, ni d'enthousiasme !

Les axes de recherche du Largotec :

L'axe pouvoir et territoire (POETE) dont la recherche est coordonnée par Pierre Henri Chalvidan décline son activité autour de deux pôles :

- **gouvernance des politiques et des administrations publiques**
- **gouvernance des territoires**

L'axe communication politique et publique (CECCOPOP - Centre d'Études Comparées en Communication Politique et Publique), dont la recherche est coordonnée par Philippe J. Maarek, décline son activité autours de deux pôles:

- **communication politique**
- **communication publique**

LE LARGOTEC, C'EST QUI ?

Direction

Directeur **Yves PALAU**, habilité à diriger des recherches, maître de conférences.

Directeurs adjoints :

- **Pierre-Henri CHALVIDAN**, habilité à diriger des recherches, maître de conférences, responsable de l'axe Pouvoir et Territoire (POETE).

- **Philippe J. MAAREK**, professeur des Universités, responsable de l'axe communication politique et publique, Centre d'études comparées en communication politique et publiques (CECCOPOP).

Enseignants, enseignants-chercheurs et chercheurs

Juan ALONSO, qualifié aux fonctions de maître de conférences, chargé de cours, faculté de lettres et sciences humaines, département de communication politique et publique.

Jean-Claude ATTUEL, habilité à diriger des recherches, directeur de l'Institut de préparation à l'administration générale.

Recteur **Josiane ATTUEL**, professeur, doyen de la faculté d'administration et échanges internationaux.

Béatrice BARBUSSE, maître de conférences, faculté d'AEI

Claire BLANDIN, maître de conférences, faculté de lettres et sciences humaines, département de communication politique et publique.

Julia BONACCORSI, maître de conférences, faculté de lettres et sciences humaines, département de communication politique et publique.

Aurélien BRAS, ATER, faculté de lettres et sciences humaines, département de communication politique et publique.

Vincent de BRIANT, enseignant, faculté d'AEI

Sylvie CIABRINI, habilitée à diriger des recherches, maître de conférences, faculté d'AEI

Dominique GLAYMANN, docteur en sociologie, PRCE, faculté d'AEI, qualifié aux fonctions de maître de conférences.

Anne GRANGER, habilitée à diriger des recherches, maître de conférences, faculté de lettres et sciences humaines, département de communication politique et publique.

Christine HOUTEER, habilitée à diriger des recherches, maître de conférences, faculté d'AEI

Pascal JARDIN, maître de conférences, faculté d'AEI

Gianpiero MAZZOLENI, professeur à l'Université des Eudes de Milan, vice-Président du CECCOPOP.

Martine MEUNIER, habilitée à diriger des recherches, maître de conférences, faculté d'AEI

Jean-François PICARD, professeur, faculté d'AEI

François-Gabriel ROUSSEL, maître de conférences, faculté de lettres et sciences humaines.

Béatriz SALGADO, docteur, enseignante au sein de la faculté d'AEI

Christian SIMON, enseignant, faculté d'AEI

Sylvie VALET, maître de conférences, faculté d'AEI

Associés et chercheurs du secteur public ou privé

Patrick ALLAL, sous-directeur, ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Claude BARREIX, maître de conférences associé au sein de la faculté d'AEI, ministère de l'économie et des finances.

Jean-Marc BENOIT, professeur associé, faculté de lettres et sciences humaines, département de communication politique et publique.

Alain BILLON, professeur associé au sein de la faculté d'AEI, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale.

Frédérique CALANDRA, médiatrice de la Ville de Paris, adjointe au Maire de Paris

Barbara FONTAR, chercheuse associée.

François GRUNEWALD, professeur associé au sein de la faculté d'AEI, directeur du groupe Urgence, Réhabilitation, Développement.

Corinne LABBOUZ, directeur associé fondateur de « Axes Management », enseignante au sein de la faculté d'AEI.

Sophia MAPPA, professeur associé, habilitée à diriger des recherches, directrice du Forum de Delphes.

Céline MATUSZAK, chercheuse associée.

Éric MOLIERE, docteur, sociologue, Centre national de la fonction publique territoriale.

Jean-René MOREAU, professeur associé au sein de la faculté d'AEI, directeur général des services de la Communauté d'agglomération de Ouest-Provence.

Samira OUARDI chercheuse associée.

Valeria PANGRAZIO, chercheuse du secteur privé (Osservatorio di Pavia- media research).

Maurice-Pierre PLANEL, administrateur des services du Sénat, commission des affaires sociales

Elodie RAULET, chercheuse du secteur privé (SCP Communication).

Guillaume SAINTENY, habilité à diriger des recherches, chercheur du secteur privé.

Bruno ROMOLI, directeur général adjoint des services du Conseil général de Haute Saône, enseignant au sein de la faculté d'AEI

Éric THIERS, administrateur des services de l'assemblée nationale, commission des affaires étrangères.

Ariane de VRIEZE, professeur associée, faculté de lettres et sciences humaines, département de communication politique et publique.

Stéphane WAHNICH, professeur associé, faculté de lettres et sciences humaines, département de communication politique et publique.

Le LARGOTEC est rattaché à deux écoles doctorales

Depuis sa labellisation par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, le Largotec est rattaché à l'école doctorale « Droit, Europe, Société » dirigée par le Professeur Alain Desrayaud, ce qui lui permet d'encadrer les doctorants en droit et en science politique.

Le nouvel arrêté relatif à la formation doctorale en date du 7 août 2006 précise dans son article 3 qu' « à titre exceptionnel, une unité ou une équipe de recherche appartenant à une école doctorale peut être rattachée à une seconde équipe doctorale, notamment pour assurer le développement d'approches thématiques pluridisciplinaires à vocation professionnelle ».

Incontestablement, le Largotec entrait dans cette catégorie. Aussi le laboratoire a-t-il demandé et obtenu un second rattachement à l'école doctorale « Lettres, Sciences humaines et Sciences sociales » dirigée par le professeur Francis Claudon, lui permettant à présent d'encadrer aussi des doctorants en sciences de la communication et en sociologie, notamment.

LES LUNDIS DU LARGOTEC

Depuis octobre 2005, le LARGOTEC organise un séminaire bimestriel du lundi soir autour du thème : « Gouvernance et pouvoir. La normativité entre crise et redéploiement ». Dans ce séminaire, la notion de gouvernance sert d'espace de questionnement à partir duquel on peut analyser les relations de pouvoir, les mécanismes de prise de décision, la manière dont une société se régule ou est régulée par et au-delà des institutions.

La notion de gouvernance permet de rendre compte d'une dynamique des pouvoirs qui n'a rien de linéaire et qui semble même plutôt chaotique dans la mesure où toute relation de pouvoir se trouve aujourd'hui traversée par une tension entre deux poussées concomitantes, étroitement liées et contraires : l'affirmation de l'individu comme valeur première et sa socialisation de plus en plus marquée. Ces deux mouvements qui s'entretiennent mutuellement relèvent pourtant de normativités différentes et contradictoires. Ils génèrent une dynamique normative d'un type un peu particulier, constamment en crises et redéploiements, sans que semble pouvoir être trouvé de point d'équilibre durable.

Dans cette perspective, aborder la question de la normativité est central pour comprendre les dynamiques de la société et du pouvoir. La normativité désigne la capacité d'une société à créer, à transformer et à faire accepter des normes (définies comme des contraintes, explicites ou implicites, manifestes ou latentes, encadrant des comportements individuels ou collectifs). Elle renvoie naturellement à la question du pouvoir en ce qu'elle en décrit une condition de possibilité et un espace de déploiement. Elle permet de mesurer le degré d'acceptabilité des normes donc de légitimité du pouvoir, et elle est en partie une production de celui-ci. Elle relie en outre les deux dimensions du pouvoir politique, l'aptitude à générer de l'obéissance et la capacité cohésive. En élargissant l'activité normative à l'ensemble de la société, le concept de gouvernance oriente l'étude de la relation entre normativité et pouvoir.

La normativité est ainsi étudiée dans ce séminaire non seulement à travers la production des grandes institutions mais aussi sous l'angle des conduites individuelles et des relations intersubjectives. Il ne s'agit pas d'élargir de manière inconsidérée l'objet de la normativité, mais, de même que le pouvoir, la normativité n'est pas en situation d'extériorité par rapport à la société, elle en est le produit. Ce qui ne signifie pas pour autant que toutes les entités (individuelles, collectives et institutionnelles) aient les mêmes capacités normatives. Bien que diffuse et située à plusieurs niveaux (institutionnel, collectif, intersubjectif et individuel), l'activité normative est porteuse de sens (il y en a même plusieurs, souvent contradictoires), c'est-à-dire de signification et d'orientation, pour les entités qui en sont à l'origine. En cela la normativité est enjeu de pouvoirs, de concurrence autour des questions de légitimité des valeurs. Seul le va-et-vient entre les différents niveaux de normativité peut éclairer les conditions de leur production, les différentes fonctions qu'ils remplissent et les rapports de forces qui se structurent.

L'approche de la normativité en terme de gouvernance permet ainsi de décentrer le regard des seules institutions et de s'intéresser plus largement à toutes les « fabriques de la normativité », ses territoires et ses modes, et permet en retour d'étudier « la gouvernance au quotidien » comme « normativité » contribuant ainsi à la substantialiser et à l'incarner.

Depuis octobre 2005, sept séances ont été organisées. Elles ont tantôt consisté à présenter le statut de la norme et de la normativité dans certaines sciences sociales – la sociologie, le droit, l'étude des relations internationales –, tantôt à analyser la fabrique de la norme, à travers par exemple les effets de la mise en œuvre de la LOLF ou le rôle d'organisations internationales telles que l'OMC.

2007 sera consacrée à la poursuite de notre travail de repérage de la normativité ainsi qu'à la préparation du colloque de décembre sur les mutations de la normativité au regard de la notion de gouvernance.

Y. Palau

Bien qu'ils aient commencé un mercredi, six « lundi soir » du Largotec ont déjà été consacrés à la normativité :

Mercredi 12 octobre 2005

Ouverture du cycle par Madame le Recteur Josiane Attuel, doyen de la faculté d'administration et échanges internationaux.

« **La normativité en régime démocratique** » par Pierre-Henri Chalvidan, discutant Yves Palau

Lundi 7 novembre 2005

« **La normativité au regard de l'étude des relations internationales** » par Pierre Vercauteren, discutant Pierre-Henri Chalvidan

Lundi 30 janvier 2006

« **La normativité en droit public** » par Vincent de Briant, discutante Christine Houteer

Lundi 6 mars 2006

« **Les normes en science sociale : normes, conventions, déviance et innovations dans les théories sociologiques** » par Dominique Glaymann, discutante Sophia Mappa

Lundi 15 mai 2006

« **La normativité opérationnelle de la LOLF: problèmes éventuels posés par les normes de performance en matière de pilotage de l'enseignement supérieur et de la recherche** » par Alain Billon, discutant : Yves Palau

Lundi 9 octobre 2006

« **La question des valeurs et des normes dans les sciences sociales** » par Sophia Mappa, discutant Dominique Glaymann

Prochain « Lundi du Largotec »

Lundi 11 décembre 2006

Elisabeth de Zutter, université de Maastricht, nous présentera une communication sur le rôle de l'OMC dans la fabrique de la normativité

SÉMINAIRE LARGOTEC ET FORUM DE DELPHES

LE LIBÉRALISME EN QUESTION

Thèmes et introductions des 6 premières séances

Mardi 21 novembre : Pourquoi une réflexion sur le libéralisme ? Redéfinition des concepts dans leur origine historique : les libéralismes politique, économique, culturel et leurs relations.

Introductions : *Pierre-Henri Chalvidan* (Vice doyen Faculté Administration et Echanges Internationaux-Paris XII, LARGOTEC-Paris XII, Forum de Delphes), *Sophia Mappa* (Forum de Delphes, Professeure associée LARGOTEC -Paris XII,) et *Pierre Bauby* (Président Forum de Delphes, RAP)

Mercredi 20 décembre : Le libéralisme et la social-démocratie en France.

Introduction : *Gérard Grunberg* (Professeur Science-Po Paris, CEVIPOF-CNRS).
Discutant : *Pierre Bauby*

Semaine du 15 janvier : La crise de la social-démocratie et l'évolution de l'économie mondiale.

Introduction : *François Fourquet*. (Professeur, Paris XIII)
Discutant : *Pierre-Henri Chalvidan*

Semaine du 12 février : Exacerbation de l'économisme, de l'individualisme et le capitalisme autoritaire.

Introduction : *Patrick Viveret*. (Président de l'Observatoire de la décision publique, Rapporteur à la Cour des comptes)
Discutante : *Sophia Mappa*

Lundi 12 mars : Le libéralisme est-il naturel ?

Introduction : *Pascal Salin*. (Professeur Paris IX)
Discutante : *Sophia Mappa Mappa*

Lundi 2 avril : Les prises de position de l'Eglise catholique se référant au(x) libéralisme(s). **Introduction** : *Jean-Yves Calvez*. (Professeur Institut Catholique de Paris, CERAS)

Discutant : *Pierre-Henri Chalvidan*

Chaque séance aura lieu à Créteil (Université PARIS XII) de 18 h 30 à 21 h précises, salle T 24.

LE SÉMINAIRE ET LA JOURNÉE D'ÉTUDE DU CECCOPOP

Vendredi 8 décembre 2006

- de 14 h 30 à 16 h 30 : coordination Aurèlie BRAS, ATER, Paris 12
« *Communication politique et réseaux locaux* »
- à partir de 17 heures : réunion de travail sur la communication des présidentielles

Vendredi 26 janvier 2007

- de 14 h 30 à 16 h 30 : coordination Brigitte SEBBAH, Doctorante, Paris 12
« *Éthique et morale : quelle personnalisation de la communication politique ?* »
- à partir de 17 heures : réunion de travail sur la communication des présidentielles

Vendredi 23 février 2007

- de 14 h 30 à 16 h 30 : coordination Valeria PANGRAZIO, Assistante de Recherche du CECCOPOP, Doctorante à Paris 12, Chercheuse au Centre d'Observation des Médias de Pavie
« *Pluralisme et régulation des médias* »
- à partir de 17 heures : réunion de travail sur la communication des présidentielles

Vendredi 30 mars 2007

- de 14 h 30 à 16 h 30: Stéphane Wahnich, Professeur Associé, Paris 12
« *Les discours d'investiture des Premiers Ministres* »

Vendredi 4 mai 2007

- de 14 h 30 à 16 h 30: Philippe J. Maarek, Professeur, Paris 12
« *Les nouvelles tendances de la communication politique en France* »

Tous les séminaires ont lieu les vendredis indiqués, de 14h30 à 16h30, Bâtiment des Pyramides, Métro Créteil l'Échat (le bâtiment est en haut des escaliers, juste à droite à la sortie du métro, salle 410, 4^e étage).

Merci de vous inscrire préalablement à ceccopop@univ-paris12.fr

Vendredi 1^{er} juin 2007

Journée d'études annuelle du CECCOPOP

« *La communication politique des présidentielles 2007: premier bilan* »
(Programme détaillé à venir)

ACTIVITÉS ET PUBLICATIONS DES MEMBRES DU LARGOTEC EN 2006

Yves Palau

Communications :

- « *Crise de légitimité et tendances contradictoires dans les modes d'insertion des religions au sein de l'espace public. Étude de cas en Belgique et en France* » en collaboration avec Pierre Vercauteren. Colloque « L'espace public européen à l'épreuve du religieux », organisé par les facultés catholiques de Mons en partenariat avec la section d'études européennes de l'association française de science politique et l'association belge de science politique (communauté française), 16-17 février 2006
- « *De l'intransigeantisme catholique social au modérantisme politique à travers l'analyse de la revue Politique (1927-1940)* », troisième journée d'études sur les chrétiens modérés, organisée par l'Institut de recherche en Histoire sociale à l'université de Lille III, 17 mars 2006
- « *La société civile comme norme de bonne gouvernance dans les sociétés démocratiques* », session (MT03-380) intitulée « Quel rôle pour la société civile dans l'émergence ou l'approfondissement d'une gouvernance démocratique ? », 20^{ème} congrès international de l'association internationale de science politique, 9-13 juillet 2006, Fukuoka, Japon
- « *Globalisation versus nation : aux fondements d'un nouvel ordre politique ?* », colloque sur le thème Les globalisations remettent-elles en cause les conceptions de la nation ?, Université de Budapest-Piliscsaba, 19-20 octobre 2006, Hongrie.

Pierre-Henri Chalvidan

Publications :

- « Développement, la résistance africaine », *Politique magazine*, janvier 2006
- « Culture, valeurs, normes, institutions », *Lettre du Forum de Delphes*, avril/mai 2006
- « Gouvernance et pauvreté », *Lettre du Forum de Delphes*, juillet/août 2006
- « L'éthique dans la société actuelle », *Enjeux et problèmes*, Cahiers d'Alèthe 2006

Communications :

- « *Transcendance et modernité* », Institut Hannah Arendt, janvier 2006
- « *La crise de la notion de service public* », Conférence I.R.N., Juin 2006
- « *Gouvernance, médiation, institutions* », Centre européen de la médiation - Noto (Italie), Septembre 2006

Travaux en cours :

- « *La gouvernance du développement - Quelles conditions pour un co-développement durable ?* », publication en décembre 2006)

Vincent de Briant

Publications :

- « La décentralisation coopérative et ses limites », *Pouvoirs locaux*, n°68 I/fév. 2006, p. 64-69
- *Droit public*, Vuibert, coll. Examens et concours, 3^{ème} éd. 2006

Communication :

Colloque GRALE/Assemblée nationale, « La décentralisation en mouvement », 12-13 janvier 2006, intervention à la table ronde « Solidarité, environnement, culture » (visionnable sur www.canalc2.tv/video).

Recherche en cours

L'action commune en droit des collectivités territoriales (thèse pour le doctorat de droit public, soutenance 1^{er} trimestre 2007)

Dominique Glaymann

Publications :

- « L'intérim normalisé », *Alternatives Économiques*, Hors série pratique n°23, mars 2006
- « Vies d'intérimaires », *Sciences Humaines*, n°168, dans le dossier « La précarité », février 2006
- « *Sociologie, analyses contemporaines* » ouvrage collectif, Éd. Foucher, Coll. « LMD », 2006

Communications :

- « *Les stratégies des entreprises et les politiques managériales en matière de ressources humaines* », Séminaire du FICT « Précarité, flexibilité, qualité du travail » : Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, Marcy l'Étoile, 6 juillet 2006
- « *Comprendre les acteurs pour saisir et interpréter les mécanismes sociaux* », 2^{ème} Congrès de l'Association Française de Sociologie (AFS), Bordeaux, 5-8 septembre 2006
- « *Le travail en intérim, un salariat intermittent plus souvent subi que choisi* », Intervention au Séminaire « Intermittence et salariat » (Professeurs Cingolani et Friot) :, Université Paris X, 9 novembre 2006
- « *Qu'en est-il de l'insertion sociale, culturelle et professionnelle des travailleurs intérimaires en France ?* », Colloque international « Les nouveaux enjeux du travail intérimaire en Europe » Luxembourg, 23-24 novembre 2006
- « *Les conditions du développement du travail intérimaire en France* », Intervention dans le cadre du dispositif territorialisé d'insertion du bassin d'emploi de Melun « Intérim et parcours d'insertion », Direction de l'Insertion et de l'Habitat du conseil Général de Seine et Marne, Melun, 28 novembre 2006
- « *Le travail en intérim : "flexisécurité" ou "flexiprécarité" ?* », Colloque interdisciplinaire économie, sociologie, droit « Flexicurité en France », Université de Marne la Vallée, 7 décembre 2006

Recherche en cours

« Le stage des étudiants post-bac : un tremplin ou un trompe-l'œil ? », avec Béatrice Barbusse (LARGOTEC) et François Grima (IRG)

Sophia Mappa

Publication :

Le rapport au savoir en Occident et en Afrique, en coopération avec Philippe de Leener

Colloques :

- « *Les conditions pour que les acteurs de la société civile deviennent acteurs de changement* », Université d'été du CRID, Lille, 7 Juillet.
- « *Démocratie et gouvernance* », 21^{ème} Congrès mondial de AISP « La démocratie fonctionne-t-elle ? », 9-15 Juillet, Fukuoka
- « *Le travail bénévole dans les politiques d'aide au développement* », Ingénieurs sans frontières, Paris, 25-26 novembre.

Projet de recherche : gouvernance et rapports au pouvoir au Nord et au Sud, Forum de Delphes, 2007-2008

Valeria Pangrazio

Publication :

« La mise en scène du monde politique dans les émissions télévisées italiennes », dans « Spectacularisation du politique », n°24, *Recherches en Communication* (revue du département de communication de l'université catholique de Louvain), automne 2006.

Christian Simon

Publications :

- « L'alternance dans l'enseignement supérieur : enjeux et perspectives », L'Harmattan, avril 2005, chapitre 2 « L'expérience de l'apprenant au cœur de l'alternance : *De l'intérêt d'une pédagogie en alternance dans les formations comptables* »
- « L'intégration européenne dans un contexte d'économie globalisée », Agir, Bucarest 2003, *L'adoption par l'Europe des normes IAS : vecteur d'intégration mondiale ?*

Communications dans des congrès scientifiques :

- « Normes comptables IAS et comptabilité créative », Transilvania University de BRASOV (Roumanie), 6^o Symposium international, SIMPEC 19/20 mai 2006
- « Le mentorat, 1^{ère} expérience pratique par la CCIP délégation du Val de Marne et l'Université de Paris 12, UFR AEI », Octobre 2005, IAE BREST, 1^{er} colloque sur l'entrepreneuriat
- « De l'intérêt par les groupes cotés d'opter pour le langage XBRL lors du passage aux normes IAS/IFRS », les 1 et 2/12/2005, INTC d'ÉVRY, Colloque sur : Innovations Technologiques : aspects culturels et mondialisation

Sylvie Valet

Publications :

« *Mme d'Épinay au cœur des hésitations du siècle entre la Cour et la Ville* », à paraître

LARGOTEC'INFOS

Novembre 2006, n°0

Coordination : Dominique Glaymann (glaymann@univ-paris12.fr)

Mise en pages : Marie-Odile Rosier (rosier@univ-paris12.fr)

Mise en ligne : Christophe Carrière (carrière@univ-paris12.fr)

Prochain n° de **LARGOTEC'INFOS** en février 2007.

Vous trouverez d'autres informations sur le Largotec sur le site de l'Université Paris XII à l'adresse suivante : http://www.univ-paris12.fr/53867709/0/fiche___pagelibre/